

[Texte]

We have had the experience of working with very large national organizations in such countries as India and Bangladesh, Pakistan, Sri Lanka and Nepal, and with very small village groups as well. We have lost count of the numbers of these organizations; they are well into the tens of thousands, well rooted in the society. Combined with research organizations and technical assistance groups in those countries, they represent a very solid infrastructure for developmental progress in the coming years, and this is really one of the remarkable features of these societies.

South Asia also, and sadly, has the world's greatest concentration of impoverished people. Canada has historically recognized this with its ODA program. We advocate that this attention should continue and we encourage recent moves within CIDA's program to focus even more directly on self-help activities among the poorest.

In conclusion, we see the alleviation of poverty as the key to Canada's ODA program. The government has accepted this principle in its response to the special joint committee's report. To ensure the effectiveness of this aim, we believe that any secondary goals and activities of CIDA should reinforce fully the essential purpose.

With these remarks, Mr. Chairman, we are happy to discuss these matters further in response to your questions.

The Chairman: Thank you very much. May I just make a comment about your discussion with respect to Third World or developing nation NGOs. I happen to agree with you—I will get that on the plate right away—but I really do not see any significant arguments in your paper in terms of what would be wrong with that.

Let me really be the devil's advocate by saying that I find that section rather paternalistic and I suppose kind of protectionistic about Canadian NGOs. I wonder if you could really give me some reasons why we should not bypass Canadian NGOs and put the money right where the action is into Third World NGOs. Why do we need you there at all? This should start us off well, should it not?

• 1725

M. Loiseau: Monsieur le président, votre réaction se comprend facilement. Mais je pense, au contraire, que l'attitude des organismes de coopération internationale est loin d'être paternaliste. Lorsque nous disons que les organismes canadiens doivent travailler de pair avec les organismes autochtones dans les différents pays où nous oeuvrons, c'est qu'ils ont une double mission si l'on peut dire. Ils ont pour mission d'apporter une aide aux pays en voie de développement et aussi de sensibiliser les Canadiens sur la situation au Tiers monde. La meilleure façon de faire cela, c'est de s'impliquer dans des programmes au Tiers monde. C'est pour cela que les ONG existent.

Et c'est pour nous permettre d'atteindre ces objectifs que la population contribue financièrement aux ONG.

[Traduction]

Nous avons eu l'expérience de collaborer avec des organismes nationaux très importants dans des pays comme l'Inde, le Bangladesh, le Pakistan, Sri Lanka et le Népal, ainsi qu'avec de très petits groupes villageois. Nous ne pouvons plus dénombrer ces organismes; il y en a des dizaines de milliers, qui sont bien ancrés dans la société. Avec les organismes de recherche et les groupes d'aide technique de ces pays, ils constituent une très solide infrastructure pour le développement des années à venir, et c'est vraiment une des caractéristiques remarquables de ces sociétés.

L'Asie du Sud—il est triste de le constater—a la plus forte concentration de démunis du monde. Le Canada en a toujours tenu compte dans son programme d'assistance publique au développement. Nous proposons que cette orientation soit maintenue et nous encourageons les tendances récentes du programme de l'ACDI qui va mettre l'accent davantage sur les activités d'entraide des plus démunis.

Pour terminer, nous considérons l'amélioration du sort des démunis comme l'élément essentiel du programme d'aide publique au développement du Canada. Le gouvernement a accepté ce principe dans sa réponse au rapport du comité mixte spécial. Afin d'atteindre cet objectif, nous croyons que tous les objectifs et activités secondaires de l'ACDI devraient se conformer à ce but essentiel.

Monsieur le président, nous serions heureux d'en parler davantage en réponse à vos questions.

Le président: Merci beaucoup. Je me permets de commenter votre observation au sujet des ONG du Tiers monde ou des pays en voie de développement. Je suis d'accord avec vous, je veux le déclarer d'emblée—mais je ne vois pas d'argument pertinent dans votre mémoire sur les inconvénients d'une telle approche.

Laissez-moi jouer l'avocat du diable en disant que je trouve cette section plutôt paternaliste et, en quelque sorte, protectionniste à l'égard des ONG canadiens. Pourriez-vous m'expliquer pourquoi nous ne devrions pas contourner les ONG canadiens pour remettre l'argent directement aux ONG du Tiers monde, là où les projets d'aide se déroulent? Pourquoi votre présence serait-elle nécessaire? Cela devrait être un bon départ, n'est-ce pas?

Mr. Loiseau: Mr. Chairman, your reaction is easily understood. But I believe, on the contrary, that the attitude of international co-operation agencies is far from being a paternalistic one. When we say that Canadian organizations should work together with domestic ones in the various countries where we are involved, it is because they have a dual mission, so to speak. Their purpose is to provide assistance to developing countries and to sensitize Canadians to the Third World's plight. The best way of doing this is through involvement in Third World programs. This is why NGOs exist.

And it is for the achievement of such objectives that the population contributes financially through NGOs.